

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : ENM

3^{ème} Concours

DATE : 9 / 06 / 2016

LA MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

pénales de magistrature

tion des modes

et libertés

institutions

706-96 de
(de civile)

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : **0025**

NOTE

13 / 20

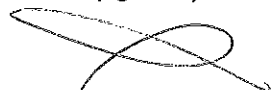
Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES : 3

COMPOSITION DE Composition de droit pénal

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



Il est interdit aux candidats de signer

I Renforcement des

l'obtention d

non seulement

mais en

A l'heure où, sous la
menace du terrorisme, la France
renforce son arsenal législatif
aux fins d'améliorer la prévention
et la répression des infractions
notamment terroristes, il est
opportun de s'interroger sur les
modes de preuves qui offrent
le droit pénal et en particulier

Il convient d'ores et déjà de distinguer la matière pénale,
dont l'objet est de réprimer les infractions, de la matière
administrative dont l'objet est d'agir à titre préventif et
maintenir l'ordre et la sécurité publics. Notre étude sera
donc limitée à la matière pénale et aux ~~responsabilités~~ moyens
de rassembler des preuves en vue de réprimer les infractions
commises.

En application du principe de la présomption d'innocence, il
revient au ministère public de rapporter la preuve de la com-
mission d'une infraction. Aux termes de l'article 427 du Code
de procédure pénale, les infractions peuvent en principe être
établies par tout mode de preuve et le juge doit décider
d'après son intime conviction. Face aux nouvelles formes de
criminalité (terrorisme, cyber-criminalité, criminalité transnatio-
nale...), le législateur a considérablement accru les modes
de preuve attentatoires aux droits et libertés des individus. A titre
d'exemple, sera citée l'extension du champ d'application des procédures
d'expansion au droit commun, et notamment la loi du 9 mars 2004,

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

et du 6 décembre 2013. Hors les procédures pénales dérogatoires offertes aux enquêteurs et aux juges d'instruction des modes de preuves coercitifs plus attentatoires aux droits et libertés que ceux existant en droit commun, et notamment la sonorisation et fixations d'images de certains lieux ou véhicules (article 706-96 du code de procédure civile)

Face au renforcement de modes de preuves qui répond à l'objectif à valeur constitutionnelle de sauvegarde de l'ordre public, le législateur mais surtout des juges nationaux et européens encadrent le recours à certains modes de preuves et garantissent ainsi la protection des droits et libertés des individus. Cette protection peut notamment être illustrée par les arrêts ayant sanctionné le recours au dispositif de sonorisation de locaux de garde à vue, dispositif pourtant légal, au nom du principe de loyauté (arrêt de la Cour criminelle du 7 janvier 2014, et de l'Assemblée plénière du 6 mai 2015).

Ainsi se pose la question de la conciliation du principe de sauvegarde de l'ordre public et des droits et libertés des individus.

Si dans un premier temps il conviendrait d'étudier le renforcement des dispositifs de preuves en matière pénale (I), il apparaît nécessaire dans un second temps d'analyser les limites apportées à ces dispositifs (II).

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

I Renforcement des dispositifs de preuves en matière pénale

L'obtention des preuves de culpabilité est améliorée grâce non seulement à l'extension du domaine de la coercition (A) mais également par la recherche de l'"aveu négatif" (B)

A. les preuves obtenues en matière pénale par la coercition

Les preuves de culpabilité étant obtenues bien plus facilement grâce au recours à des mesures coercitives, le législateur ^{notamment} pourra élargir le domaine de l'enquête de flagrance et celui de ~~mesures~~ procédures pénales dérogatoires.

Concernant l'enquête de flagrance dont la particularité, par rapport à l'enquête préliminaire, est de permettre de recourir à la contrainte pour obtenir des preuves, il sera cité la loi de 9 mars 2004 qui a permis, dans certaines hypothèses, de prolonger l'enquête de flagrance d'une durée supplémentaire de 8 jours (article 53 du Code de procédure pénale). Le champ d'application de l'enquête de flagrance a également été élargi aux cas de flagrance par assimilation. En effet, en cas de mort suspecte, disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé ou encore dans le cas d'une personne recherchée de suite, les articles 74 et suivants du Code de procédure pénale permettent ^{de procéder aux} ~~procéder aux~~ actes d'investigation de l'enquête de flagrance. ~~avant~~

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Concernant les procédures pénales dérogatoires, initialement prévues pour le terrorisme, les trafics de stupéfiants ou la protection des mineurs, leur domaine d'application n'a cessé de s'étendre. La loi du 9 mars 2004 a largement élargi le domaine de procédures pénales dérogatoires en y incluant les délits et crimes commis en bande organisée. Par ailleurs la loi du 6 décembre 2013 a rendu applicable aux infractions en matière économique et financière les procédures dérogatoires de droit commun. Or le propos de ces procédures dérogatoires est de permettre aux enquêteurs et au juge d'instruction de procéder à des actes coercitifs particulièrement attentatoires aux droits et libertés des individus. En effet, en de telles hypothèses, les mesures de garde à vue peuvent être prolongées jusqu'à 96 heures, voir 144 heures dans l'hypothèse d'un risque sérieux de l'imminence d'une action terroriste. En outre, l'intervention de l'avocat peut être reportée. Par ailleurs, dans le cadre des procédures dérogatoires, il est peut-être fait recours aux infiltrations ou encore aux enquêtes sous pseudonymes pour obtenir des preuves de culpabilité.

Ainsi, grâce à l'élargissement du domaine de la coercition, le législateur favorise considérablement l'obtention des preuves de culpabilité. Le législateur favorise également l'aveu comme mode de preuve.

B. les preuves obtenues par la négociation

Il ressort de l'interprétation récente des lois législatives que le législateur entend favoriser l'obtention de la preuve que constitue l'aveu. Plus précisément, c'est l'aveu négocié par et recherché, c'est-à-dire l'aveu obtenu en contrepartie d'une indulgence

sur l'exercice des poursuites ou sur la peine prononcée.

D'une part, le législateur a développé ~~encourageant~~ les mesures alternatives aux poursuites. En effet, outre la mesure de composition pénale dont le champ d'application s'est élargi (article 41-2 du Code de procédure pénale), le législateur a institué une nouvelle mesure par la loi du 15 août 2014, la transaction par l'officier de police judiciaire (article 41-1-1 du Code de procédure pénale). Or ces ^{dispositifs} ~~mesures~~ permettent à l'auteur ^{présumé} de l'infraction, sous réserve de la reconnaissance de sa culpabilité, de bénéficier de mesures alternatives aux poursuites, mesures qui en cas de refus éteignent l'action publique.

D'autre part, le législateur ~~développe~~ étend le domaine de la comparution ou reconnaissance préalable de culpabilité (articles 495-7 et suivants du Code de procédure pénale). En effet par une loi du 13 décembre 2011, il a rendu applicable ce dispositif à tous les délits, ~~sauf~~ quelques exceptions près, et non plus aux seuls délits les ^{moins} ~~plus~~ graves. Or la comparution ou reconnaissance préalable de culpabilité permet à l'auteur présumé de l'infraction de bénéficier d'une peine bien moindre à celle qu'il encourrait normalement, s'il reconnaît sa culpabilité. L'article 495-8 du même Code précise que le procureur de la République ne peut proposer une peine d'emprisonnement supérieure à un an, alors que les délits les plus graves sont sanctionnés par une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans.

En conséquence, il ne fait pas de doute que le législateur met en place des dispositifs variés afin de faciliter l'obtention de la preuve. Si l'obtention de la preuve par la voie de l'"aveu négocié" ~~pour~~ ~~est~~ ~~généralement~~ est généralement considérée comme peu attentatoire aux droits et libertés des individus, bien qu'il soit permis de penser que cela porte atteinte à la présomption d'innocence, l'obtention de la preuve par des moyens coercitifs est plus contestée et doit être évitée.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

II. L'encadrement des dispositifs de preuves en matière pénale

L'obtention des preuves de culpabilité par des moyens portant atteinte aux droits et libertés fait l'objet d'un encadrement par le législateur (A) et par le juge (B).

A. L'encadrement des dispositifs de preuves par la loi

Lorsqu'il est en jeu un intérêt supérieur, la loi restreint ou limite les moyens ~~mis en œuvre~~ ^{de preuve} ~~également~~ pourtant autorisés par la loi.

C'est le cas notamment des dispositions garantissant la protection du secret professionnel, médical, défense, des sources... A titre d'illustration, la loi du 4 janvier 2010 est venue renforcer le secret des sources des journalistes, à tel point qu'il est désormais difficile, voire impossible, d'obtenir les preuves d'une violation du secret de l'instruction.

Plus récemment encore, c'est au nom du principe respect des droits de la défense que la preuve en matière pénale a été mise à mal. En effet, la loi du 14 avril 2011 est venue compléter l'article préliminaire du Code de procédure pénale et prévoir qu'en matière criminelle et correctionnelle, aucune condamnation ne pouvait être prononcée contre une personne sur le seul fondement de déclarations qu'elle a faites sans avoir pu s'entretenir avec un avocat et être assistée par lui. Ainsi quand bien même l'auteur de l'infraction aurait avoué son implication dans l'infraction de manière spontanée, cette preuve ne ~~serait~~ ^{peut} plus recevable s'il n'a pu bénéficier de l'assistance d'un avocat (et si cette preuve constitue le seul fondement de sa condamnation).

Enfin, c'est au nom du principe de loyauté que la loi limite la preuve pénale. Ainsi la loi a explicitement prévu que des ~~dispositifs~~ ^{dispositifs} de preuve que sont l'infiltration et l'écoute sous pseudonyme ne peuvent constituer, à elles seules, des infractions mais uniquement de prouver ^{une incitation} des infractions (articles 706-81 et 706-87-1 du Code de procédure ^{un moyen} pénale).

L'encadrement des dispositifs de preuves en matière pénale est surtout garanti par le juge et notamment au nom du principe de loyauté.

B - L'encadrement des dispositifs de preuves par le juge

Le juge national est venu protéger le droit de chacun de ne pas s'auto-incriminer dans un arrêt remarqué du 6 mars 2015 qui par ailleurs confirmait un précédent arrêt du 7 janvier 2014. Dans ces deux espèces, deux prévenus avaient, pendant les périodes de repos entre des auditions de garde à vue, été placés dans des cellules contiguës préalablement contrôlées. Ce procédé avait permis aux enquêteurs d'obtenir des preuves de culpabilité. Dans son arrêt d'Assemblée plénière du 6 mars 2015, la Cour de cassation a jugé que ce procédé était déloyal. Dans son arrêt du 7 janvier 2014, la chambre criminelle avait évoqué "le trahissement" des enquêteurs pour condamner ce procédé. Un arrêt du 17 mars 2015 de la chambre criminelle a en revanche considéré que ce procédé n'était pas contraire au principe de loyauté dans le cadre de la détention provisoire. En effet, le juge ne sanctionne ce procédé qu'au stade de la garde à vue qui est son seul objectif d'obtenir des preuves de culpabilité.

Par ailleurs, le juge ~~matériel~~ ne punit pas la provocation

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

pécieuses à la commission d'une infraction procédant à une distinction entre la provocation à l'infraction et la provocation à la preuve (notamment l'arrêt de la Chambre criminelle de 11 mai 2006).

En revanche, le juge a toujours considéré que le principe de loyauté ne devait s'appliquer qu'aux autorités judiciaires et non aux parties. A titre d'illustration, la chambre criminelle de 15 juin 1993 a jugé que les juges répressifs ne peuvent écarter les moyens de preuve produits par les parties au seul motif qu'ils auraient été obtenus de façon illicite ou déloyale.

L'encadrement des dispositifs permettant de recueillir des preuves en nature piñale a pu également être ~~noté~~ remarqué au sein de l'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme. En effet dans son arrêt Giffen contre Allemagne, la Cour a pu considérer que les pressions morales exercées contre un prévenu pendant la période de garde à vue constituaient un traitement inhumain. Or, dans cette espèce où il s'agissait de retrouver très rapidement un enfant en grand danger, les enquêteurs avaient menacé le prévenu d'exercer des violences physiques s'il n'avait pas où il avait caché l'enfant. Le détenu avait fini par avouer et le corps de l'enfant avait pu être retrouvé. Dans cette espèce, aucune violence physique n'avait eu lieu et la gravité de la situation pouvait expliquer les pressions exercées par les enquêteurs. Pour la Cour, ces pressions ont été excessives. ~~La question se pose alors de~~ Or par ailleurs la mesure de garde à vue exerce une pression sur la

personne retenue et est parfois ~~le~~ ~~le~~ l'unique moyen
d'obtenir la preuve d'une infraction. Cet aspect jette
ainsi un doute sur l'utilité de la garde à vue
pour obtenir l'aveu.